

Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 35 de mars 2009 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour une taxation des transactions
financières pour l'aide aux citoyens
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de la publication : Bernard Labouré
Mise en page : Georges Veyet
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

Le protectionnisme

Le protectionnisme n'est-il pas un conservatisme, un refus des réformes structurelles en France ?

Les pays d'Europe Occidentale ont connu plus de 25 ans de réformes quasi-continues. Le coût social en est considérable. L'accroissement du stress au travail lié à une concurrence toujours plus forte, aux menaces de licenciement et de délocalisation a un coût considérable. Il représenterait entre 2% et 3,5% du PIB selon les évaluations. Le libre-échange est en réalité l'un des obstacles qui empêche une transformation de l'appareil productif en Europe pour prendre en compte les réalités de l'économie de la connaissance.

Le protectionnisme n'est-il pas une solution dépassée à l'époque de la mondialisation ?

Ce que l'on appelle mondialisation est, en réalité, la combinaison de deux mouvements distincts. D'une part, on assiste depuis environ vingt ans à une accélération de la circulation des capitaux permettant à des pays d'acquérir très rapidement le capital nécessaire pour devenir compétitifs sans avoir au préalable à construire de réels marchés intérieurs. D'autre part, on a le phénomène historique du développement économique de la Chine et de l'Inde. La mise en place de barrières protectionnistes à l'échelle européenne a ainsi pour but de casser les stratégies prédatrices et d'obliger les pays émergents à penser leur développement interne.

Le protectionnisme ne va-t-il pas à l'encontre des prescriptions de la science économique ?

On dispose aujourd'hui de deux résultats indiscutables :

- historiquement, la croissance mondiale a été plus forte dans les périodes protectionnistes (1880-1914) puis (1945-1980) que dans les périodes où le libre-échange a dominé. Il faut signaler que ces périodes protectionnistes ont toujours correspondu à celles où les progrès sociaux ont été les plus importants.
- le second résultat est qu'un calcul des différentes mesures impulsées par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ne montre aucun gain économique produit par le libre-échange. En réalité, profitent de l'OMC des pays qui adoptent des politiques prédatrices. Les pays qui acceptent les règles et « jouent le jeu » sont les grands perdants.

Le protectionnisme ne provoquerait-il pas immédiatement des mesures de rétorsion dont le coût serait plus grave que celui du libre-échange ?

Pour de très nombreuses industries, le grand marché européen est un espace suffisant de développement. Il le sera d'autant plus que ce marché sera réellement organisé et structuré par une politique industrielle qui ne se réduira pas à une politique de la concurrence. Quant aux mesures de rétorsions, de nombreux pays pratiquent déjà un protectionnisme clandestin très fort et très efficace (Japon, US, Chine, Inde). La question posée est pourquoi les pays Européens sont-ils les seuls à se désarmer ?

Pensez à Airbus ! Si on applique le protectionnisme contre la Chine et l'Inde, on ne vendra plus d'avions à ces deux pays ?

Ni la Chine, ni l'Inde n'ont stratégiquement intérêt à laisser à Boeing le monopole du marché.

Le protectionnisme n'est-il pas une défense égoïste contre les pays les plus pauvres ?

Il est faux d'affirmer que la mondialisation profite aux plus pauvres, bien au contraire. Les coûts du libre-échange sont considérables. L'Afrique est la première victime ainsi qu'une partie de l'Amérique Latine et certains pays d'Asie. Pour certains pays, on peut proposer des programmes de convergence sociale et écologique financés par les droits de douane. Si ces pays s'engagent à mettre en place dans un délai raisonnable une convergence avec nos niveaux de protection sociale et écologique, alors une partie des droits de douane prélevés sur leurs produits pourraient leur être reversés pour alimenter les caisses sociales finançant cette convergence.

Le protectionnisme n'est-il pas ne réalité un refus de l'Europe ? Le Traité de Rome ne 1957 organisait bien le libre-échange et non le protectionnisme ?

On ne peut raisonner sur l'Europe à 27 comme sur l'Europe à 6. Compte tenu des différences existant actuellement entre certains pays européens, un mécanisme temporaire de **montants compensatoires sociaux et écologiques** inspiré du mécanisme des **montants compensatoires monétaires** qui exista dans les années 60 devrait être mis en place pour égaliser les situations au sein du Marché Unique.

(Reprise et résumé de la position d'un économiste reconnu, Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS : école des hautes études en sciences sociales. Cet article n'engage pas Attac. D'autres analyses seront présentées dans les prochains GDS)

Bruno Greslou

Comment nourrir son peuple quand on a trop d'habitants et trop peu de terres cultivables ? Il suffit d'aller les chercher là où elles sont. C'est ainsi que la Chine, la Corée du Sud, les Etats du golf et dans une moindre mesure, l'Inde, le Japon se sont lancés dans une véritable course à la terre. Ce ne sont pas seulement des récoltes qu'ils achètent, mais des régions entières, dans des pays qui ont déjà du mal à alimenter leur propre population.

D'un côté les pays riches ou émergents, qui tous s'inquiètent pour leur sécurité alimentaire. De l'autre, une cohorte de pays pauvres comme le Soudan, l'Ethiopie, l'Ouganda, l'Indonésie, Madagascar...Des pays aux caisses désespérément vides, mais à qui il reste une richesse : leurs terres, si vastes, si prometteuses, à vendre ou à louer.

« La ruée vers les terres n'est pas un fait nouveau. Mais c'est la première fois dans l'histoire que le phénomène est complètement mondialisé et que le rythme est si rapide » s'inquiète Paul Mathieu de la FAO. Mais les cris d'alarme de la FAO ont été éclipsés par le krash financier.

Ce qui est préoccupant dans ce phénomène c'est qu'il consiste à acheter des terres pour externaliser la production alimentaire et aussi que des sociétés agro-alimentaires et des investisseurs privés, affamés de profits dans un contexte d'aggravation de la crise financière, voient dans les investissements dans des terres agricoles à l'étranger une source de revenus importante et nouvelle.

Les acquéreurs ont deux stratégies différentes à priori :

La première voie est celle de la sécurité alimentaire (cas des États)

Un certain nombre de pays qui dépendent des importations alimentaires, alors qu'ils ont des liquidités à placer, cherchent à prendre le contrôle d'exploitations agricoles dans d'autres pays. Ils l'envisagent comme une stratégie innovante à long terme pour assurer l'alimentation de leurs populations à bon marché. L'Arabie saoudite, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée, la Libye et l'Égypte sont à placer dans cette catégorie.

La seconde voie est celle des retombées financières (cas des sociétés privées)

Étant donné la débâcle financière actuelle, toutes sortes d'acteurs des secteurs de la finance et de l'agro-alimentaire (sociétés d'investissement, fonds de capital investissement, fonds spéculatifs, négociants de céréales...) se tournent vers le foncier, à la fois pour la production alimentaire et celle des agro-carburants, **pour s'assurer de nouvelles sources de profit**. Le foncier n'est pas, en lui-même, un investissement classique pour beaucoup de ces entreprises transnationales.

Aussi, quelle que soit la voie envisagée, elles se dirigent toutes deux dans la même direction : des sociétés privées étrangères qui obtiennent de nouvelles formes de contrôle sur des terres agricoles pour produire une alimentation non pas pour les populations locales mais pour d'autres.

M. Diouf, directeur général de la FAO fait valoir que la multiplication de ces transactions pourrait entraîner une forme de néocolonialisme des États pauvres produisant de la nourriture pour les pays riches aux dépens de leur propre population affamée.

Qui a dit que le colonialisme appartenait au passé ?

Population immense, disparition des terres agricoles (dûe au développement industriel), et des ressources en eau, **le gouvernement Chinois** « n'a pas d'autre choix que d'aller à l'étranger », il répartit donc les risques et optimise ses options pour assurer l'approvisionnement alimentaire du pays à long terme.

Les États du Golfe sont confrontés à une réalité complètement différente. Ils ne disposent que de peu de terres et de ressources en eau pour la culture ou l'élevage. Mais ils possèdent d'énormes quantités de pétrole et d'argent, ce qui leur donne un moyen de pression puissant pour obtenir leur alimentation auprès de pays étrangers. Les Saoudiens ont décidé que, étant donné les pénuries d'eau imminentes, il serait judicieux d'arrêter d'ici 2016 de produire du blé, qui constitue la base de leur alimentation,

et de le cultiver ailleurs et de le transporter, pourvu que la totalité du processus soit clairement sous leur contrôle.

Le Japon et la Corée du Sud, sont deux pays riches dont les gouvernements ont fait le choix de compter sur les importations plutôt que sur leur autosuffisance pour nourrir leurs populations.

L'Inde a aussi été contaminée par le virus de l'accaparement des terres. L'agriculture indienne est en pleine pagaille. Le pays a de gros problèmes liés aux coûts de production, à la baisse de la fertilité des sols et à l'approvisionnement en eau à long terme. Par ex. plutôt que de continuer à acheter des lentilles à la Birmanie, les négociants et les transformateurs indiens veulent maintenant entrer dans le pays et les cultiver sur place eux-mêmes. Cela leur revient moins cher et ils obtiennent un contrôle plus important sur l'ensemble du processus.

Mais, à la vérité, les gouvernements africains et asiatiques qui ont été approchés pour leurs terres agricoles acceptent volontiers les propositions.

Après tout, pour eux cela signifie de l'argent frais qui arrive de l'étranger pour construire des infrastructures rurales, moderniser des installations d'entreposage et de transport, réunir des exploitations agricoles et industrialiser des activités.

Il doit être parfaitement clair, néanmoins, que derrière les discours vantant les accords gagnant-gagnant, le véritable but de ces contrats n'est pas un développement agricole et encore moins un développement rural, mais seulement un développement agro-industriel.

Le cas de Madagascar :

En novembre 2008, Daewoo logistics, une multinationale Sud Coréenne, a annoncé un projet d'achat d'une concession de 1 million d'ha à Madagascar (la moitié de la Belgique et la moitié des terres arables de l'île !) pour une durée de 99 ans. Cette société voulait y cultiver du maïs (5 millions de tonnes) et produire de l'huile de palme pour la transformer en agro-carburants. Cette production était destinée avant tout à la Corée du Sud. La position du gouvernement malgache qui n'est pas claire vis à vis de ce projet a suscité récemment une vive réaction de la population et des manifestations de colère à Madagascar.

Un nouveau pôle d'attraction pour les investisseurs privés

Si les gouvernements développent peut-être des stratégies axées sur la **sécurité alimentaire**, le secteur privé a un objectif très différent : **faire de l'argent**. La synergie qui s'est développée entre la crise alimentaire et la crise

financière plus générale a transformé le contrôle des terres en un nouveau pôle d'attraction pour les investisseurs privés.

Qu'est ce que tout cela signifie ?

Ce boom de l'accaparement des terres montre au moins une chose : que les gouvernements ont perdu la foi dans le marché. Cette foi a déjà été ébranlée par la crise alimentaire mondiale, quand des pays ont brusquement été plongés dans une situation de pénurie artificielle induite par la spéculation plutôt que par loi de l'offre et de la demande. Un autre problème fondamental est que les travailleurs, les agriculteurs et les communautés locales vont inévitablement perdre l'accès aux terres pour une production locale de produits alimentaires. C'est le fondement même sur lequel doit reposer la souveraineté alimentaire qui est tout simplement bradé.

Ces activités ne vont pas nécessairement réduire le moins du monde la crise alimentaire. Pas plus qu'elles ne vont nécessairement apporter du « développement » aux communautés locales.

Et nous ne devons pas oublier que beaucoup de ces investissements agricoles à l'étranger seront facilités par des traités d'investissements bilatéraux et des accords de libre-échange plus globaux.

Un autre gros problème qui ne peut être ignoré est que ces transactions vont contribuer à renforcer encore une agriculture tournée vers l'exportation, ce qui va encore aggraver la situation des pays qui depuis ces dernières décennies produisent (la plupart du temps pour le remboursement de la dette) des denrées alimentaires pour les marchés extérieurs plutôt que pour les marchés intérieurs.

Georges Veyet

Source principale : Grain, (ONG internationale dont le but est de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de la biodiversité agricole sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales) et Nouvel obs, Courrier international, l'Express de Madagascar.

Événements

Du 3 au 5 avril, l'**Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)** célèbre son soixantième anniversaire à Strasbourg. Née au début de la guerre froide pour assurer, sous commandement militaire étasunien, la défense du bloc de l'Ouest face à l'URSS, l'OTAN existe pourtant toujours. Lors de son cinquantième Sommet en 1999, l'adoption du « concept stratégique pour le XXIème siècle » transforme l'organisation régionale en organisation mondiale au service de la domination économique, politique et géostratégique des États-Unis et de leurs alliés. L'OTAN serait aux affaires militaires ce que le G8 (ou G20) est aux affaires économiques et financières : un directoire mondial où s'élaborent à huis clos les grands axes du devenir de la planète.

Nils Andersson (journaliste et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France) viendra en parler avec nous lors de deux échanges :

**Mercredi 25 mars, à 20h30,
au Centre social du Vieux Temple (Grenoble)**

**Judi 26 mars, à 12h30,
sur le campus de St-Martin d'Hères**

Un car au départ de Grenoble sera organisé pour rejoindre la **manifestation du 04 avril à Strasbourg**. Voir le « bon de réservation et/ou de soutien » joint.

.....
Le prochain Sommet du G20 a lieu à Londres le jeudi 02 avril et réunira les 19 États les plus riches de la planète (Allemagne, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie), plus les représentants des Institutions financières internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale) et d'autres organismes comme la Banque centrale européenne (BCE).

Un bref rappel. En 1975, Giscard d'Estaing décidait de réunir les présidents et instances gouvernementales de 6 pays (le G6) en dehors de toute structure formelle, pour débattre, entre ces 6 pays les plus riches, de la façon de gérer le capitalisme déjà mondialisé. Par la suite, le G6 est devenu le G7 (avec un sommet à Lyon en 1996... et son contre-sommet qui a connu alors un certain succès), puis le G8 et maintenant le G20. Cette rencontre annuelle des pays les plus riches se passe hors de toute structure institutionnelle. Sans mandat pour les chefs d'État qui y participent : **c'est la raison pour laquelle nous la qualifions d'illégitime**. Leur finalité est simple : comment pérenniser le capitalisme au niveau mondial et l'asservissement des pays les plus pauvres, riches parfois de matières premières ou de ressources pillées par les pays du Nord ? Et ce en dépit de quelques paroles en apparence généreuses vis-à-vis de ces pays du Sud.

Nous pouvons ainsi noter dans la déclaration émise en conclusion de la dernière rencontre du G20 à Washington le 15 novembre dernier que les réponses apportées confortent **les dérégulations financières et la libre circulation des capitaux au détriment du respect de la Déclaration universelle des droits de l'Homme**, dont nous avons célébré le soixantième anniversaire en décembre dernier.

Un collectif fera valoir ses propositions élaborées dans un appel issu du FSM de Belém

Samedi 28 mars
Rendez-vous à 14h00 place Victor Hugo (devant la Société générale)
pour un parcours festif, informatif et interactif dans les rues du centre-ville

Pour informations complémentaires : Nikolaz, nikolaz@attac.org / 06.63.86.37.21

Grande distribution

Plusieurs projets d'implantation d'hypermarchés « parmi les plus grands d'Europe » sont actuellement en cours d'étude dans le Grésivaudan.

Or les concentrations dans la grande distribution française ont abouti à la formation d'un véritable oligopole qui fixe les prix à la production dans un contexte ruinant à la fois les fournisseurs (entreprises et agriculteurs), leurs salariés et les citoyens-consommateurs. Une grande surface est-elle un bien ou un mal dans le Grésivaudan ?

A l'initiative d'Alliance PEC Isère, Attac-Isère et 10 autres associations ont organisé le 23 février 2009 une conférence-débat sur ce sujet : « **La grande distribution, STOP ! d'autres solutions existent** », avec la présence de Christian Jacquiau, expert-comptable, élu dans une chambre de commerce, auteur du livre « les coulisses de la grande distribution », et qui a été membre du Conseil scientifique d'attac. Cette soirée a réuni environ 180 personnes à l'amphithéâtre du lycée agricole de St-Ismier

Adhésions 2009

La situation n'a jamais été aussi grave pour définir des alternatives concrètes et se battre à tous les niveaux pour qu'elles deviennent réalités :

- ◆ remettre la finance à sa place,
- ◆ redistribuer la richesse au bénéfice de ceux qui la créent,
- ◆ maintenir des services publics et des biens communs en dehors de la sphère marchande,
- ◆ mettre au centre des échanges entre les peuples la coopération et non la domination et la concurrence.

Adhérez, réadhérez

Groupe Europe

En vue d'intervenir dans la campagne pour les élections européennes de juin 2009, un groupe « Europe » vient de démarrer à Attac-Isère.

Les questions se posent sur le type de démarches envisageables :

- * Intervention au nom d'Attac dans des débats sur ce thème, et dans des débats organisés par les listes avec distribution de nos textes à l'entrée des salles,
- * Organisation de débats publics : dans des localités autres que Grenoble...en fonction de nos forces

à Grenoble : débat avec une « peinture » nationale (non définie)
une date a été retenue :

mercredi 13 mai 20h30 à la MDA à Grenoble.

Intervention des adhérents

Il est indispensable de prévoir une réunion des adhérents pour discussion sur les modalités des interventions d'Attac-Isère.

Une réunion est proposée :

mercredi 1er avril, 20h à la MDA

Prochaine réunion du groupe

jeudi 12 mars 18h30, MDA

Brèves....., brèves....., brèves

Terre de liens, une richesse à cultiver

Nous vous proposons en annexe à ce GDS, une information sur le mouvement associatif « Terre de liens » et son outil d'investissement solidaire, la Foncière.

Si vous souhaitez investir dans une entreprise solidaire reconnue par l'État vous voudrez bien contacter Attac-Isère pour l'en-

voi d'un bulletin de souscription d'actions.

En souscrivant au capital de la Foncière Terre de liens vous permettez l'achat collectif de foncier pour favoriser le maintien et l'installation de projets agricoles et ruraux écologiques et solidaires.

INFOS pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi,
de 15 h à 18 h

Permanences

Lieux d'accueil,
d'information et d'échanges

Grenoble

Tous les mercredis,
de 15 h à 18 h à la Maison
des Associations.

Grésivaudan

info-attacgresivaudan
@googlegroups.com

Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net
04 76 64 00 48

Attac campus

attacampus38@gmail.com

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org
04 74 97 60 59

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
Maison des associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble

Agenda

Groupe éco : 9 mars, 18 h 30,
MDA

Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

Groupe Grésivaudan : tous les
premiers mardi du mois à 20 h
30, salle Chartreuse à Crolles,

CA :

Radio : tous les 3ème mercredi
du mois émission attac sur radio
Grésivaudan

Attac campus :